



SYNTHESE

Tous les chiffres sont à fin octobre 2017 sauf indications contraires

Production mondiale en hausse

L'économie mondiale se raffermi, grâce au dynamisme de la production industrielle et du commerce mondial. Dans ce contexte, le FMI a porté la prévision de croissance de la production mondiale pour l'année 2017 à +3,6% contre +3,5% antérieurement et après +3,2% en 2016.

Dans les **pays avancés**, le taux de croissance du PIB est prévu à 2,2%, après +1,7% en 2016. En effet, la consolidation de l'activité économique observée au cours des deux premiers trimestres devrait se confirmer sur le reste de l'année. Cette évolution est soutenue par la robustesse de l'activité aux **Etats-Unis** (+0,7% après +0,8% au trimestre précédent) qui bénéficie de la hausse des dépenses de consommation des ménages, des investissements des entreprises et des exportations.

Dans la **zone euro**, l'accroissement de la production se poursuit au troisième trimestre 2017 (+0,6% après +0,7% au deuxième trimestre) grâce au renforcement de la demande tant intérieure qu'extérieure, aux conditions financières favorables et à l'amélioration de la confiance des opérateurs économiques. Au **Royaume-Uni**, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,4% au troisième trimestre après 0,3% au deuxième trimestre. L'économie britannique profite du redressement de la production manufacturière et de la progression continue des services. Au **Japon**, la croissance du PIB a ralenti au troisième trimestre 2017 (+0,3% après +0,6% au deuxième trimestre 2017). L'économie nipponne est affectée par la faiblesse de la consommation privée, malgré la bonne orientation des exportations.

Dans les **économies émergentes et en développement**, le redressement se poursuit en ligne avec la reprise de l'économie mondiale et la remontée des prix des matières premières. Cette évolution favorable est perceptible notamment dans les économies **chinoise, russe, brésilienne et indienne**. De façon spécifique, la croissance du PIB chinois s'est située à +1,7% au troisième trimestre après une hausse de 1,8% le trimestre précédent.

En **Afrique subsaharienne**, le PIB du **Nigeria** a progressé de 1,4% en glissement annuel au troisième trimestre 2017 après +0,7% le trimestre précédent, porté principalement par le secteur pétrolier. En **Afrique du Sud**, le redressement amorcé au deuxième trimestre (+0,6% contre -0,1% au premier

trimestre 2017) grâce à la reprise de la production agricole et minière devrait se poursuivre.

Les cours du cacao demeurent en retrait en moyenne sur les dix mois

En moyenne sur les dix premiers mois de l'année 2017, les cours de la plupart des matières premières sont supérieurs à leur niveau de la période correspondante de 2016. Il s'agit notamment du pétrole brut (+23,8%), du coton (+14,3%) et du caoutchouc (+39,0%). A contrario, ceux du cacao (-32,1%), du sucre (-10,1%) et de l'or (-0,4%) se contractent.

En évolution moyenne mensuelle, les cours du cacao progressent de 4,9% pour se situer à 2 097,1 dollars américain la tonne en octobre 2017.

Appréciation de l'euro face au dollar américain

En moyenne, de janvier à octobre 2017, le marché des changes est caractérisé par l'appréciation de l'euro de 0,3% par rapport au dollar américain, comparé à la période correspondante de 2016.

Consolidation de la croissance au plan national

Au **plan national**, l'activité économique se consolide en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020, un environnement des affaires propice et une situation sécuritaire apaisée. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire conforte son repositionnement sur la scène internationale avec l'organisation des jeux de la francophonie ainsi que son élection en tant que membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Les réalisations à fin octobre 2017 comparées à celles de fin octobre 2016 se présentent comme suit :

Le **secteur primaire** est marqué par le dynamisme de l'agriculture d'exportation qui bénéficie d'une bonne pluviosité. Ainsi, le cacao (+56,5% à fin septembre 2017), la banane dessert (+9,1%), l'ananas (+33,3%), l'anacarde (+0,9%), l'huile de palme (+3,6% à fin septembre 2017) et le caoutchouc (+3,5%) affichent des productions en hausse tandis que celles de coton graine (-1,9%), de bois en grumes (-9,9% à fin août 2017), de sucre (-13,7%) et de café (-73,3% à fin septembre 2017) reculent.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité est orientée à la hausse. La production industrielle augmente de 3,5% en moyenne,

portée par l'accroissement des industries manufacturières (+8,3%) tandis que la production d'« électricité, gaz et eau » (+0,1%) stagne et l'activité des industries extractives (-18,3%) se contracte. Hors extraction, l'activité industrielle augmente de 7,6%. Au niveau du BTP, l'indicateur avancé maintient son redressement et augmente de 3,0% après -0,5% à fin juin 2017.

La situation du **secteur tertiaire** est marquée par une orientation favorable de toutes ses composantes. En effet, l'indice du Chiffre d'affaires du commerce de détail s'accroît de 8,9% en termes nominaux. Dans le transport, les trafics aérien, maritime au port d'Abidjan et routier sont orientés à la hausse respectivement de 13,0%, 3,8% et 5,5%. S'agissant du transport ferroviaire, il enregistre un repli de 6,3% en légère amélioration comparé à la réalisation à fin septembre 2017 (-7,5%).

Les **prix à la consommation** enregistrent, en moyenne sur la période sous revue, une hausse de 0,7% consécutive aux renchérissements des produits non alimentaires (+0,8%) et des produits alimentaires (+0,4%). Concernant les produits non alimentaires, l'évolution de leurs prix provient de la plupart des fonctions à l'exception de la communication (-3,2%) et du transport (-1,0%). Du côté des produits alimentaires, la hausse des prix est atténuée par le fléchissement de ceux des tubercules (-12,3%), des fruits (-4,5%) et des céréales non transformées (-1,6%).

L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,6%, en deçà de la norme maximum fixée à 3% par l'UEMOA.

Sur le **marché de l'emploi**¹, dans le secteur formel, l'effectif des salariés augmente de 5,4%, correspondant à une création nette de 48 915 emplois sur un an. Cette évolution favorable est attribuable à la fois aux secteurs privé (+5,9% ; +41 334 emplois) et public (+3,8% ; +7 581 emplois).

A fin octobre 2017, la situation des **finances publiques** est caractérisée par une hausse des recettes totales et dons de 334,1 milliards (+9,6%) par rapport à fin octobre 2016. De même, les dépenses totales et prêts nets affichent une augmentation de 229,2 milliards (+5,5%). Il en résulte un solde primaire de base excédentaire de 37,1 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 571,6 milliards.

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels sont marqués par un accroissement en valeur aussi bien des exportations (+13,5%) que des importations (+0,4%). Les importations profitent de la hausse des achats de biens de consommation (+17,2%) tandis que les exportations bénéficient de la bonne tenue des ventes de produits primaires (+19,9%) et de produits transformés (+4,0%). Le solde commercial ressort excédentaire de 1 421,4 milliards, en progression de 87,7% par rapport à son niveau de la période correspondante de 2016.

La **situation monétaire** se caractérise par un accroissement de la masse monétaire de 17,4%, en lien avec la bonne tenue des avoirs extérieurs nets (+40,3%) et des crédits nets à l'économie (+14,5%) tandis que la Position Nette du Gouvernement recule (-1,8%).

Sur le **marché financier**, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières enregistre une contraction des indices BRVM 10 (-12,5%) et BRVM composite (-12,1%). De même, la capitalisation boursière diminue de 1,6%, sous l'effet de la baisse de la capitalisation des actions (-10,3%) tandis que celle des obligations progresse de 23,0%. Par ailleurs, le volume des transactions augmente de 4,0% alors que la valeur totale transigée recule de 35,7% en raison des cours des titres.

En conclusion, le redressement du BTP et du trafic maritime amorcé au mois de juillet se confirme. L'activité économique affiche une évolution favorable, soutenue à la fois par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Les perspectives de fin d'année restent favorables en lien avec l'accélération de l'exécution des investissements publics.

¹ Données de la Solde et de la CNPS

Réalisations sectorielles à fin octobre 2017, comparées à celles à fin octobre 2016, sauf indications contraires

Valeurs en FCFA sauf indications contraires

Secteur réel

L'activité du secteur réel affiche une bonne tenue grâce à l'amélioration de la pluviosité et à un environnement globalement favorable.

Secteur primaire

Orientation favorable des cultures d'exportation

L'agriculture d'exportation est marquée par la bonne tenue des principales spéculations en lien avec l'amélioration de la pluviosité, la mise en œuvre des réformes dans les filières coton-anacarde et hévéa-palmier à huile ainsi que de programmes d'appui dans les filières fruitières notamment la banane et l'ananas.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	10 mois 2016	10 mois 2017	Variation (%)
Cacao*	681 957	1 067 149	56,5
Café*	105 601	28 244	-73,3
Anacarde	641 524,5	647 159,3	0,9
Ananas	27 904,2	37 209,2	33,3
Banane	329 568,2	359 525,8	9,1
Coton graine	222 050,1	217 729,8	-1,9
Caoutchouc	318 221,1	329 437,9	3,5
Sucre	123 586,3	106 678,7	-13,7
Huile de palme*	359 169,8	372 019,2	3,6
Bois en grumes (m³)**	988 207,8	890 825,6	-9,9

Source : DGE, OPA, MINADER

*données à fin septembre

**données à fin août

La filière **café cacao** tire profit de la mise en œuvre des réformes en vue de booster la production, d'accroître les revenus des paysans et d'améliorer leurs conditions de vie.

Ainsi, à fin septembre 2017, dans un contexte de baisse des cours, la production de **cacao** est ressortie en hausse de 56,5% avec 1 067 149 tonnes. Ce niveau de production a permis aux producteurs de percevoir un revenu brut cumulé estimé à 976 milliards, en accroissement de 43%.

Au niveau du **café**, à fin septembre 2017, la production est en repli de 73,3% en raison de l'abondance des pluies intervenues au moment des floraisons ayant pour conséquence la destruction d'une grande partie des fleurs. Il en a découlé une baisse du revenu brut cumulé des producteurs de 70% qui s'est situé à 21,2 milliards.

La production d'**anacarde** ressort à 647 159,3 tonnes en progression de 0,9%. La filière bénéficie de l'extension des surfaces cultivées, d'un meilleur encadrement et de l'accroissement des prix aux producteurs.

La filière **ananas** profite de l'amélioration des circuits de commercialisation intérieure. Ainsi, la production progresse de 33,3% pour s'établir à 37 209,2 tonnes.

Concernant, la **banane dessert**, la production enregistre une hausse de 9,1% et se hisse à 359 525,8 tonnes grâce à la mise en œuvre du plan de relance de la filière amorcé en 2015.

À fin septembre 2017, l'**huile de palme**, qui bénéficie de l'augmentation des surfaces cultivées et de l'amélioration des cours, affiche une production en progression de 3,6% avec 372 019,2 tonnes.

La production de **caoutchouc naturel** ressort en hausse de 3,5%, en lien avec l'amélioration des cours internationaux.

Concernant le **coton graine**, la production qui a subi la mauvaise répartition des pluies dans les zones de production est en repli de 1,9% avec une production de 217 729,8 tonnes. Toutefois, l'amélioration de l'encadrement avec la mise en œuvre effective du zonage au cours de la campagne 2017-2018 devrait permettre de redresser la production.

La production de **sucre**, en baisse de 13,7% continue de faire face aux effets négatifs des actes de vandalisme subis par l'une des entreprises un an plus tôt. En outre, une baisse de la teneur en sucre des cannes est également enregistrée.

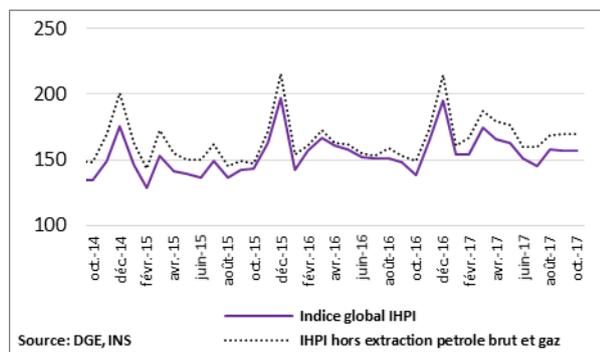
Le volume de **bois en grumes** est en recul de 9,9% en raison de l'application de la mesure visant l'interdiction de l'exportation de bois en grume.

Secteur secondaire

Le secteur secondaire enregistre un accroissement à la fois de la production industrielle et du BTP.

L'**activité industrielle** croît de 3,5%, à fin octobre 2017, grâce à la bonne orientation des industries manufacturières (+8,3%) et de l'«**électricité, gaz et eau**» (+0,1%) atténuée par le reflux des «**industries extractives**» (-18,3%).

Graphique 1: Indice Harmonisé de la Production Industrielle



Les «**industries extractives**» subissent le repli des branches «**extraction de pétrole brut et de gaz naturel et activités annexes**» (-18,7%) impactées par la diminution de l'extraction pétrolière. De même, les «**autres activités extractives**» enregistrent une baisse de 5,8%.

Ainsi, à fin octobre 2017, la production de **pétrole brut** ressort en baisse de 20,2% pour s'établir à 10 450,0 milliers de barils. Ce repli du volume de production provient de la déplétion des permis CI-40 (-19,5%) et CI-26 (-29,0%) qui représentent 91,0% de la production totale.

La production de **gaz naturel** est également en baisse de 8,8% pour un volume de 1 818,0 millions de mètre cubes. Ce retrait est imputable à la contreperformance des permis CI-26 (-29,3%), CI-27 (-7,0%) et CI-40

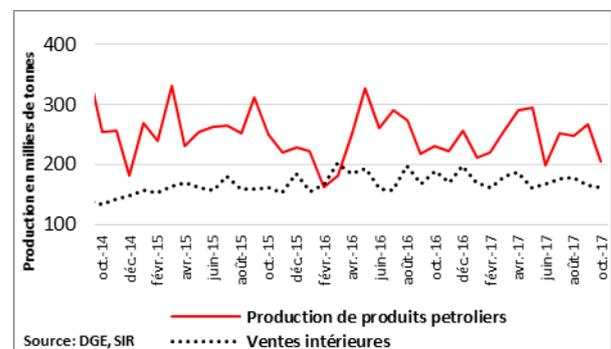
(-42,1%), en dépit de l'augmentation enregistrée au niveau du permis CI-11 (+83,9%).

La production d'**or** est ressortie à 15 127,6 kg à fin août 2017, en baisse de 4,9%. Cette contraction s'expliquerait par le repli de la production des plus importantes mines industrielles, à savoir Tongon et Agbaou.

Les **industries manufacturières** progressent sous l'effet des «**industries agroalimentaires et tabac**» (+12,7%), des «**industries du bois et meubles**» (+8,5%), des «**industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction**» (+23,5%), des industries «**textiles et cuir**» (+2,2%), des «**industries du papier, carton et édition, imprimerie**» (+3,0%) ainsi que de la «**fabrication de machines et matériels de tous types**» (+34,5%). Par contre, les «**industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques**» (-5,8%) ainsi que les «**industries métalliques**» (-1,0%) régressent.

De façon spécifique, la production de **produits pétroliers** s'accroît de 1,1% pour s'afficher à 2 443 864,8 tonnes. Ainsi, les produits dérivés enregistrent une augmentation de 29,7% pour l'essence et 47,8% pour le DDO (Distillate Diesel Oil). Quant aux volumes du fuel-oil et du gasoil, ils reculent respectivement de 45,0% et 1,8%.

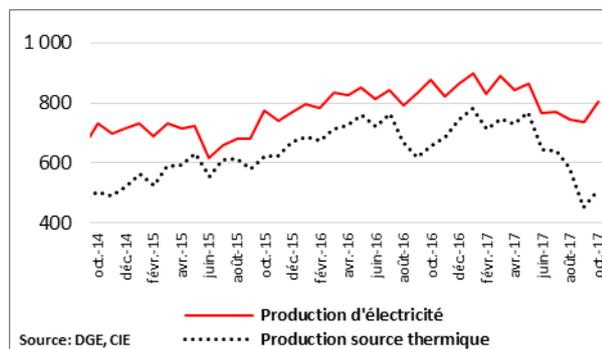
Graphique 2: Production et vente de produits pétroliers



La branche «**électricité, gaz et eau**» stagne et ressort à 0,1%, sous l'effet de l'accroissement des activités de «**captage, traitement et distribution d'eau**» (+3,1%) compensé par la réduction de la «**production et distribution d'électricité**» (-1,1%).

La production nette d'électricité se contracte de 1,2% pour ressortir à 8 157 Gwh. Ce recul est imputable à l'énergie de source thermique (-6,0%), en liaison avec la réduction de la production de gaz naturel. De son côté, la production de source hydraulique augmente de 25,8%, grâce à une production substantielle du barrage de Soubré qui est passée de 49 Gwh à fin juin 2017 à 124 Gwh à fin octobre 2017.

Graphique 3: Production nette d'électricité (en Gwh)



Le niveau de production a permis de satisfaire la consommation intérieure d'électricité qui s'est établie à 5 600 Gwh, en augmentation de 5,5% portée à la fois par l'électricité de moyenne tension (+4,0%) et de basse tension (+6,7%). Par contre, les ventes à l'extérieur se contractent de 27,7% pour se situer à 1 029 Gwh.

Consolidation du BTP

Le BTP progresse de 3,0% à fin octobre 2017 après +1,8% à fin août 2017 et -0,5% à fin juin 2017. Cette évolution est en lien avec la poursuite de la mise en œuvre de projets et le démarrage de certains chantiers, notamment l'échangeur du carrefour Solibra et le stade Olympique, l'intensification des travaux de la Marinade de la Baie de Cocody, ainsi que la réhabilitation d'envergure des voiries dans la commune de Yopougon.

Secteur tertiaire

Evolution favorable dans le secteur tertiaire

Dans le secteur tertiaire, le commerce de détail enregistre une bonne progression. De même, au niveau du transport, toutes les branches sont en hausse excepté

le trafic global de marchandises dans le ferroviaire qui demeure en baisse.

Bonne dynamique du commerce de détail

Au terme des dix premiers mois de l'année 2017, le chiffre d'affaires du commerce de détail conserve sa tendance haussière avec un indice qui croît de 8,9% en termes nominaux. Cette performance est due à la bonne tenue des ventes dans toutes les branches, excepté les « articles d'équipement de la personne » (-9,5%).

La progression de l'indice global provient de la hausse des ventes des « produits de l'alimentation » (+13,1%) qui tirent avantage d'une plus grande disponibilité des produits de l'agriculture et de la pêche ; des « produits pétroliers » (+12,1%) favorisés par la hausse du trafic urbain et inter-urbain ; des « produits d'équipement du logement » (+5,7%) ; des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (+7,0%) ainsi que des « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+3,6%).

Toutefois, cette dynamique est amoindrie par le repli des « articles d'équipement de la personne » (-9,5%).

Augmentation des trafics maritime, aérien et routier

Au niveau de la branche transport, le **trafic aérien** poursuit son évolution favorable grâce à la bonne tenue de l'environnement des affaires, ainsi qu'aux investissements réalisés au niveau de l'aéroport Felix Houphouët Boigny d'Abidjan. Ainsi, le mouvement des passagers enregistre un accroissement de 13,0% pour s'établir à 1 555 750 passagers commerciaux.

S'agissant du **transport routier**, il reste bien orienté au regard de l'évolution de l'indicateur avancé qu'est la consommation des carburants gasoil et super (+5,5%).

Dans le **transport maritime**, les données disponibles du Port d'Abidjan (PA)² montrent une évolution positive de ses activités. En effet, il est enregistré un accroissement de 3,8% du trafic global des marchandises, en relation avec la fin des travaux de réhabilitation de la voirie qui

² Le PA représente plus 80% des activités portuaires

a favorisé le désengorgement de la zone portuaire. Cette bonne performance est attribuable à la bonne tenue du trafic national qui augmente de 5,5% en rapport avec la hausse des marchandises générales (+23,0%). S'agissant du transbordement et du transit, ils chutent respectivement de 10,7% et 0,2%.

En ce qui concerne le **transport ferroviaire**, il reste confronté à la vétusté des infrastructures et est impacté par le ralentissement des échanges entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Ainsi, le trafic global de marchandises baisse de 6,3% pour s'établir à 652 802,3 tonnes.

Maintien du dynamisme de la téléphonie mobile

Le **chiffre d'affaires** des télécommunications se replie de 3,1% en liaison avec la baisse des activités dans la téléphonie fixe.

En effet, le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe atteint 69,38 milliards à fin septembre 2017, en repli de 52,3%. Au niveau de la téléphonie mobile, le chiffre d'affaires s'accroît de 8,0% et s'établit à 694,39 milliards, porté par un regain d'activités du mobile money (+29,8%) et de l'internet mobile (+61,4%).

Par ailleurs, le nombre total d'abonnements dans les télécommunications progresse de 42,8% dont +1,6% pour la téléphonie fixe, +24,8% pour la téléphonie mobile et +98,5% pour l'internet.

Faible évolution des prix à la consommation

L'indice harmonisé des **prix à la consommation** (IHPC) connaît une évolution de 0,7% en lien avec la hausse conjointe des prix des produits non alimentaires (+0,8%) et ceux des produits alimentaires (+0,4%).

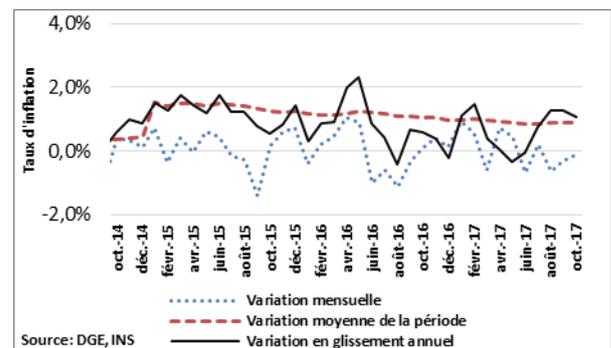
Le renchérissement des produits non alimentaires est le fait des « articles d'habillement et chaussure » (+2,3%), du « logement, eau, gaz, électricité autres combustibles » (+1,2%), des « restaurants et hôtels » (+1,2%), de la « santé » (+0,4%) et des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,5%). Par contre, les prix des transports et de la

communication ressortent en retrait respectivement de 1,0% et 3,2%.

Concernant les produits alimentaires, les prix croissent sous l'effet de la progression notamment des prix des « poissons » (+6,5%), des « graisses et huiles » (+12 ;5%), des « viandes » (+1,7%) et des « légumes frais » (+3,1%) à l'exception des « tubercules et plantains » (-12,3%), des fruits (-4,5%) et des céréales non transformés (-1,6%).

Par ailleurs, la faible hausse des prix des produits alimentaires est à mettre au compte de la bonne répartition de la pluviosité cette année, ainsi qu'au bon approvisionnement des marchés en vivres. Aussi, dans le cadre de la lutte contre la vie chère, les prix des produits de grande consommation ont été plafonnés et les faux frais routiers ont été supprimés.

Graphique 4: Evolution des taux d'inflation



En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à +0,6%, largement en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 3% au maximum.

Hausse continue de l'emploi moderne

Dans le **secteur moderne et formel**, le marché du travail continue de se comporter favorablement. En effet, le nombre de salariés enregistre un accroissement de 5,4% correspondant à une création nette de 48 915 emplois sur un an.

Cette embellie de l'emploi moderne provient principalement du secteur privé qui demeure le plus grand pourvoyeur d'emploi, représentant 84,5% dans la création totale d'emplois. En effet, le secteur privé a

progressé de 5,9%, correspondant à une création nette de 41 334 emplois. Ainsi, le nombre de salariés dans le secteur privé s'est établi à 741 820.

De même, dans le secteur public, le nombre d'emplois est également en augmentation en rapport avec la tenue régulière des concours de recrutement. Ainsi, le nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat enregistre une hausse de 3,8% correspondant à une création nette de 7 581 emplois sur un an.

Au total, le secteur moderne comptabilise 949 424 salariés.

Finances Publiques

A fin octobre 2017, la situation des **finances publiques** est caractérisée par une hausse des recettes totales et dons de 334,1 milliards (+9,6%) par rapport à fin octobre 2016, qui se situent à 3 818,3 milliards. De même, les dépenses totales et prêts nets affichent une augmentation de 229,2 milliards (+5,5%) pour un niveau de 4 389,8 milliards.

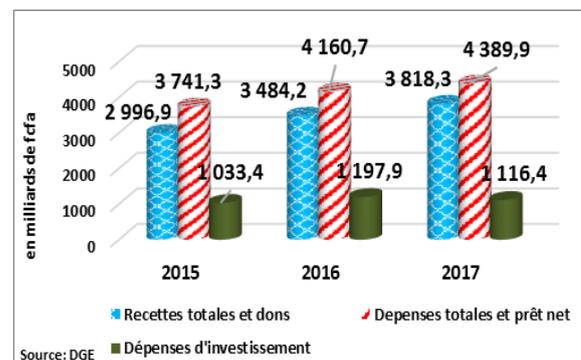
Le bon niveau de recouvrement des recettes totales et dons est un effet conjugué d'une bonne mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales ont connu une hausse de 280,9 milliards, soit 10,1% par rapport à la période correspondante en 2016. Les recettes non fiscales se sont aussi accrues de 76,0 milliards, soit 17,7%. Quant aux dons, ils sont passés de 248,3 milliards en octobre 2016 à 260,8 milliards à fin octobre 2017, en progression de 12,5 milliards.

L'accroissement des dépenses totales et prêts nets est en lien avec l'exécution plus élevée des dépenses de fonctionnement (+267,9 milliards ; +40,9%), la hausse des dépenses de personnel (+81 milliards ; +7%) en relation avec le recrutement massif dans le secteur de l'éducation (+44,6 milliards), un niveau élevé du paiement des intérêts sur la dette (+20,9 milliards ; +7,0%), la progression des subventions et transferts accordés (17,9 milliards ; 5,1%) et une augmentation des prestations sociales (+13,2 milliards ; +6,1%).

Toutefois, il est noté un repli des dépenses d'investissement de 81,5 milliards en liaison avec les perturbations sociales connues en début d'année qui ont entraîné des coupes budgétaires sur ce poste.

Il en résulte un solde primaire de base excédentaire de 37,1 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 571,6 milliards. En octobre 2016, le solde primaire de base et le solde budgétaire étaient tous les deux déficitaires respectivement de 322,5 milliards et 676,5 milliards. Le marché financier sous régional et international a été sollicité à hauteur de 1 967,1 milliards pour couvrir le déficit du solde budgétaire.

Graphique 5 : Principaux agrégats des finances publiques à fin octobre



Echanges extérieurs

Léger redressement des importations

Les **échanges extérieurs** de marchandises (en commerce spécial et hors biens exceptionnels) sont caractérisés, en glissement annuel, par un accroissement en valeur aussi bien des exportations (+13,5%) que des importations (+0,4%). En volume, les exportations croissent de 16,1% tandis que les importations augmentent de 5,4%. Quant aux prix, ils reculent à l'export et à l'import respectivement de 2,3% et 4,7%. Le taux de couverture des importations par les exportations (hors biens exceptionnels) se situe à 132,8%.

Il découle de ces évolutions, un solde commercial de 1 421,4 milliards en hausse de 87,7% par rapport à son

niveau de la période correspondante de 2016. Par ailleurs, les termes de l'échange se bonifient de 2,6%.

Les **exportations** en valeur se consolident grâce à la bonne vente de produits primaires (+19,9%) et de produits transformés (+4,0%).

Les **produits primaires** bénéficient de la bonne vente des produits de l'agriculture d'exportation, notamment, le cacao fèves (+21,8%), la noix de cajou (+27,3%), le caoutchouc (+60,0%) et le coton en masse (+6,8%). Concernant le cacao fève, la hausse en valeur provient de l'augmentation des volumes exportés (+49,5%), en lien avec la normalisation de la commercialisation intervenue au premier trimestre 2017.

Le commerce des produits miniers augmente également en valeur, tiré par l'or (+2,7%) et le pétrole brut (+1,6%).

Les exportations de **produits transformés** progressent de 4,0% grâce notamment à la bonne vente de produits pétroliers (+27,7%), de plastiques (+0,2%), de bois transformés (+9,5%), des « huiles essentielles et extraits végétaux » (+9,7%), du café transformé (+1,4%), de l'amande de cajou (+11,3%) et des produits divers (+22,7%). Par contre, les ventes de cacao transformé (-3,6%) et de préparations à base de céréales (-28,1%) s'affichent en retrait sous l'effet de la baisse des prix à l'export, tandis que celles de l'huile de palme (-17,0%) et des préparations à base de céréales (-28,1%) se contractent sous l'effet d'un repli des volumes exportés.

Les **importations** se redressent grâce au renforcement des biens de consommation (+17,2%) en dépit du retrait des biens intermédiaires (-10,0%) et des biens d'équipement (-19,7%).

Les **biens de consommation** profitent des achats de poissons (+19,6%), de riz (+5,8%), de plastiques (+14,0%), d'automobile (+10,5%) et surtout de produits pétroliers (+228,1%).

Le repli des **biens intermédiaires** découle essentiellement des achats de pétrole brut (-28,2%) et de

« fer, fonte, acier et ouvrage » (-4,6%). Les importations en valeur de produits chimiques (+13,4%), du « clinker » (+40,3%), des « papiers et cartons » (+17,6%) ainsi que des « huiles essentielles et extraits végétaux » (+6,5%) amoindrissent cette contraction.

Le reflux des **biens d'équipement** résulte spécifiquement des baisses observées au niveau des machines mécaniques (-7,6%), des machines électriques (-25,8%), des matériels de transport routier (-4,9%) et des matériels de transport de navigation maritime (-85,6%). Par contre, les achats de « matériels de transport de navigation aérienne » sont en hausse de 99,5%.

Situation monétaire et financière

Accroissement de la masse monétaire

La situation monétaire est marquée par un accroissement de la masse monétaire sous l'effet de la hausse conjuguée des avoirs extérieurs nets et des crédits intérieurs nets.

La **masse monétaire** s'accroît de 17,4% et s'affiche à 9 294,2 milliards. Toutes les composantes de la masse monétaire sont en hausse, la monnaie fiduciaire progresse de 33,1% et les dépôts en banque de 12,3%.

Concernant les contreparties de la masse monétaire, les **avoirs extérieurs nets** augmentent de 40,3% (+670,3 milliards) et atteignent 2 333,1 milliards sous l'effet conjugué de la consolidation des avoirs extérieurs nets de la banque centrale (+71,9%) et de la baisse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales (-73,3%). Les avoirs extérieurs continuent de bénéficier de l'afflux de devises consécutif à la mobilisation des Eurobonds sur le marché international et de la bonne tenue de la balance commerciale.

Les crédits intérieurs nets, connaissent une hausse de 9,8% (+655,7 milliards) attribuable à une baisse de la PNG associée à une hausse des crédits à l'économie.

La **PNG** se replie de 1,8% (-33,4 milliards) pour atteindre 1 871,2 milliards en lien avec un

accroissement plus rapide des créances de l'Etat (+22,6%) que de ses dettes (+5,0%).

Les **crédits à l'économie** restent orientés à la hausse et affichent une augmentation de 14,5% (+689,1 milliards) sous l'impulsion de la hausse des crédits ordinaires (+15,6% ; +697,3 milliards), malgré le reflux de 2,9% des crédits de campagne. Chacune des composantes des crédits ordinaires augmente à savoir les crédits de court terme (+7,5% ; +180,2 milliards), les crédits à moyen terme (+25,1% ; +454,9 milliards) et les crédits à long terme (+25,1% ; +62,1 milliards).

Concernant les conditions des banques, sur les dix premiers mois de l'année 2017, les crédits ordinaires ont connu une baisse de 108,1 milliards (-3,2%). Les escomptes d'effets de commerce et les dépôts, quant à eux, ont subi des hausses respectives de 68,6 milliards (+11,7%) et de 200,9 milliards (+17,9%). En ce qui concerne les moyennes des taux appliqués, elles ont connu une hausse de 0,3 point de pourcentage pour les crédits ordinaires et sont ressorties en baisse respectivement de 0,6 point de pourcentage pour les escomptes d'effets de commerce et de 0,1 point de pourcentage pour les dépôts.

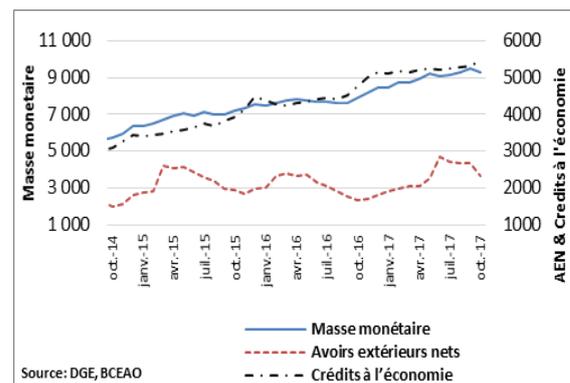
Le montant cumulé des crédits ordinaires s'élève à 3 236,1 milliards sur la période sous revue contre 3 344,2 milliards sur la même période en 2016, soit une baisse de 108,1 milliards (-3,2%), en relation avec la diminution des crédits accordés aux « Particuliers » (-162,4 milliards), aux « Personnels des banques » (-80,3 milliards), à la « Clientèle financière » (-37,8 milliards) et à l'« Etat et organismes assimilés » (-2,2 milliards). Cette diminution a été atténuée par la hausse des crédits aux « Entreprises individuelles » (+134,0 milliards), aux « Assurances et caisses de retraite » (+19,0 milliards), aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+17,6 milliards), aux « Coopératives et groupements villageois » (+8,3 milliards) et aux « Autres sociétés » (+1,1 milliard). Le taux d'intérêt moyen est ressorti en hausse de 0,2 point de pourcentage en s'établissant à 6,4%. La durée moyenne des crédits s'est établie à 17,4

mois au titre des dix premiers mois de 2017, contre 18,9 mois au titre de la même période de 2016.

Le montant cumulé des effets de commerce escomptés est ressorti à 656,0 milliards au terme des dix premiers mois de l'année 2017, contre 587,4 milliards à la même période de 2016, soit une hausse de 68,6 milliards (+11,7%). Cette hausse est amenée par l'augmentation des escomptes effectués par les « Entreprises individuelles » (+46,5 milliards), les « Autres sociétés » (+25,7 milliards), les « Particuliers » (+15,7 milliards) et de la « Clientèle financière » (+2,7 milliards). Cette augmentation est cependant atténuée par la baisse des escomptes d'effets de l'« Etat et organismes assimilés » (-16,0 milliards). La moyenne du taux d'escompte a baissé de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 6,9%.

Le montant cumulé des dépôts sur les dix premiers mois de l'année 2017 s'élève à 1.320,6 milliards, en augmentation de 200,9 milliards (+17,9%) par rapport à son niveau de 1 119,7 milliards enregistré sur la même période en 2016. Le taux créditeur moyen a baissé de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 5,0%

Graphique 6: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



Contraction des indices boursiers

La situation à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) continue de pâtir de la morosité de ses activités. En effet, tous les indicateurs du marché boursier sont au rouge, notamment les indices BRVM 10 et composite ainsi que la capitalisation boursière des actions et la valeur totale transigée. Toutefois, la

capitalisation boursière des obligations est ressortie en hausse.

La capitalisation boursière composite (actions et obligations) se contracte de 1,6% pour s'afficher à 9 256,3 milliards. Cette situation provient de la baisse de la capitalisation du marché des actions (-10,3% ; 6 235,5 milliards) tandis que la capitalisation du marché des obligations augmente de 23,0% pour s'établir à 3 020,8 milliards.

Concernant les indices boursiers, en moyenne sur la période sous revue, les indices BVRM 10 et BRVM composite reculent respectivement de 12,5% et 12,1%. Cette tendance à la baisse s'expliquerait par le repli de la demande des actions en lien avec une activité moins intense des Fonds Communs de Placement. Par ailleurs, la majorité des indices sectoriels sont également orientés à la baisse notamment ceux de l'industrie (-29,1%), de la distribution (-39,6%), du transport (-23,5%), des finances (-4,9%), des services publics (-4,5%) et des autres secteurs (-50,2%). En revanche, seul l'indice de l'agriculture croît de 3,5%.

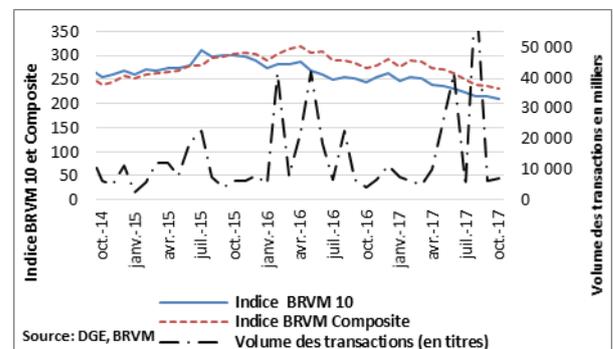
S'agissant des transactions sur le marché, le volume transigé (nombre de titres cotés) est en hausse de 4,0%, en moyenne. Par contre, la valeur totale transigée recule de 35,7% en raison de la baisse des cours des titres.

Au mois d'octobre 2017, la valeur totale des transactions s'est établie à 14,38 milliards pour 6 812 321 titres échangés contre 15,94 milliards pour 6 061 461 titres traités au mois de septembre 2017. Au niveau du montant total des échanges, le secteur « Services Publics » demeure le principal acteur du marché des actions et contribue à hauteur de 44,6%. En ce qui concerne le volume des échanges, le secteur « Finances » a participé à hauteur de 82,2%, dominant ainsi le volume global des échanges. La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 1,54%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 7,45%. La rentabilité globale moyenne

au 31 octobre 2017 s'est située à 0,29% avec un PER³ moyen de 17,57 et une prime de risque à -0,31%.

Au total au mois d'octobre 2017, les négociations ont porté sur 66 titres, dont 43 sur le marché des actions et 23 sur celui des titres de créances. Le titre « Incorporated TG » reste le plus actif en volume avec 5 298 842 titres échangés pour une valeur de 100,45 millions.

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En conclusion, le redressement du BTP et du trafic maritime amorcé au mois de juillet se confirme. L'activité économique affiche une évolution favorable, soutenue à la fois par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Les perspectives de fin d'année restent favorables en lien avec l'accélération de l'exécution des investissements publics.

³ Price Earning Ratio (ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en Bourse d'une entreprise et ses profits)

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	févr.-17	mars-17	avr.-17	mai-17	juin-17	juil.-17	août-17	sept.-17	oct.-17	
INTERNATIONAL										
Cours du Pétrole brut	73,9%	37,7%	29,3%	10,1%	-1,2%	8,4%	10,9%	16,4%	12,1%	23,8%
Cours du cacao	-30,3%	-33,0%	-36,3%	-36,0%	-36,0%	-34,8%	-34,4%	-30,6%	-22,7%	-32,1%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-4,3%	-4,3%	-5,4%	-2,2%	0,0%	3,4%	4,7%	6,0%	7,1%	0,3%
ACTIVITE NATIONALE										
Primaire										
Agriculture d'exportation										
Cacao*	0,0%	57,8%	0,0%	0,0%	63,4%	0,0%	0,0%	41,3%		56,5%
Café	0,0%	-76,5%	0,0%	0,0%	-30,0%	0,0%	0,0%	-84,8%		-73,3%
Anacarde	-20,5%	158,3%	29,5%	-15,2%	-28,4%	-21,2%	-57,1%	-30,3%	-0,7%	0,9%
Secondaire										
IHPI global	-1,9%	4,7%	3,1%	2,9%	-0,7%	-4,0%	4,3%	5,8%	13,0%	3,5%
IHPI hors extraction	3,8%	8,3%	10,1%	9,2%	3,3%	4,6%	6,5%	11,2%	14,2%	7,6%
BTP	-21,9%	21,1%	4,5%	-2,2%	9,5%	-1,2%	5,1%	3,9%	30,0%	3,0%
Production d'électricité	6,0%	6,8%	2,2%	1,5%	-5,6%	-8,7%	-5,6%	-11,7%	-8,2%	-1,2%
Production de produits pétroliers	34,9%	41,3%	15,3%	-9,5%	-23,8%	-13,2%	-9,5%	22,4%	-11,1%	1,1%
Pétrole brut	-34,1%	-16,4%	-36,6%	-31,9%	-21,8%	-46,6%	-5,9%	-21,4%	8,9%	-20,2%
Gaz naturel	1,6%	2,6%	-0,8%	-2,2%	-13,3%	-24,5%	-20,2%	-25,4%	-18,7%	-8,8%
Tertiaire										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	2,1%	7,8%	7,9%	8,6%	7,6%	15,6%	12,4%	7,4%	9,5%	8,9%
Trafic global maritime	-4,1%	-2,8%	-3,8%	8,9%	-12,7%	14,4%	-3,2%	27,8%		0,5%
Total voyageurs aérien	13,6%	16,4%	19,4%	16,4%	11,7%	21,6%	8,7%	7,5%	4,0%	13,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-10,7%	-8,9%	-12,6%	-16,8%	-20,9%	-24,0%	8,8%	71,1%	6,7%	-6,3%
Echanges extérieurs⁴										
Exportation en valeur	13,4%	36,0%	11,6%	14,3%	7,5%	5,7%	0,6%	4,7%	8,4%	0,0%
Importation en valeur	-36,1%	12,3%	-10,3%	13,8%	-7,7%	5,9%	20,4%	9,7%	29,3%	0,4%
Solde commercial	398,61	428,17	266,25	82,33	126,60	-41,72	-12,12	-31,74	-68,27	1421,42
Financement										
Position net du Gouvernement	39,2%	27,1%	33,9%	51,6%	-6,4%	4,7%	10,2%	4,6%	-1,8%	-1,8%
Crédit net à l'économie	20,9%	21,7%	21,5%	20,8%	18,5%	17,8%	19,6%	18,0%	14,5%	14,5%
Crédit net à court terme	9,4%	10,3%	10,8%	11,3%	10,8%	9,1%	11,4%	9,1%	7,5%	7,5%
Crédit net à moyen terme	29,1%	26,2%	22,9%	26,2%	22,6%	23,4%	22,9%	24,1%	25,1%	25,1%
Crédit net à long terme	57,1%	41,4%	46,8%	29,1%	20,4%	19,1%	30,5%	34,1%	25,1%	25,1%
Avoir extérieur net	-13,8%	-14,0%	-12,4%	-4,9%	31,1%	31,6%	40,1%	50,8%	40,3%	40,3%
Finances publiques⁵										
Recettes totales & Dons	0,2%	41,2%	25,6%	-31,1%	14,8%	10,5%	16,8%	12,0%	11,5%	9,6%
Dépenses totales & Prêts nets	22,4%	13,8%	-18,5%	11,9%	22,5%	37,3%	-33,0%	-15,1%	29,1%	5,5%
Investissement public	125,4%	19,1%	-69,3%	15,2%	8,3%	192,5%	-64,3%	-67,5%	1,5%	-6,8%
Solde budgétaire global	-108,36	7,43	87,37	-158,17	-98,23	-221,47	-20,38	35,76	-166,43	-571,56
Prix à la consommation										
IHPC ⁶	1,5%	0,4%	0,1%	-0,4%	-0,1%	0,8%	1,3%	1,3%	1,1%	0,7%
Emploi										
Salariés secteur formel	3,8%	4,1%	3,8%	4,5%	4,7%	4,8%	5,2%	5,7%	5,4%	5,4%
Dont Salariés secteur formel privé	4,2%	4,4%	4,1%	4,8%	5,1%	5,2%	5,5%	6,3%	5,9%	5,9%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel: (+225)20200924

Pour en savoir plus :
 Sous-direction de la Conjoncture
 Email : sd.c.dppsedge@dge.gov.ci
 Tel : +(225)20200924/20200925

⁴ Valeurs en milliards de FCFA, Hors biens exceptionnels

⁵ Niveau en milliards de FCFA

* Données trimestrielles

⁶ Indice Harmonisé des Prix à la consommation